



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 octobre 2014  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-neuvième session

Point 8 de l'ordre du jour

### Débat général

#### **Lettre datée du 2 octobre 2014, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration de la délégation de la République d'Azerbaïdjan, qui a exercé son droit de réponse à la déclaration faite le 24 septembre 2014 par le Président de la République d'Arménie, Serge Sarkissian, lors du débat général de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

La Chargée d'affaires par intérim,  
Conseillère  
(Signé) Husniyya **Mammadova**



**Annexe à la lettre datée du 2 octobre 2014 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par la Chargée  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Déclaration de la délégation de la République d'Azerbaïdjan  
par laquelle elle exerce son droit de réponse à la déclaration  
faite le 24 septembre 2014 par le Président de la République  
d'Arménie, Serge Sarkissian, lors du débat général  
de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale**

Les propos tenus par le Président de l'Arménie, Serge Sarkissian, au sujet du conflit entre son pays et l'Azerbaïdjan sont extravagants, faux et contradictoires sur le fond. Quant au ton, il n'était pas de circonstance. Dans son discours, le Président s'est permis de faire la leçon aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies sur des principes et des valeurs que, dans les faits, son gouvernement et lui-même méprisent et bafouent.

Chacun sait qu'en réalité, les gouvernements successifs de l'Arménie traitent systématiquement par le mépris les normes et principes généralement acceptés du droit international. Cet État s'est en quelque sorte fait une règle de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, de soutenir le terrorisme, d'adopter une idéologie ethnoreligieuse douteuse et de revendiquer des territoires appartenant à ses voisins.

L'Arménie occupe environ 20 % des territoires de l'Azerbaïdjan et s'est livrée à un nettoyage ethnique visant près d'un million d'Azerbaïdjanais de souche : c'est un fait bien établi. Elle a massacré la population civile dans un but d'épuration ethnique. En février 1992, les forces armées arméniennes ont envahi Khodjali, dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh, et se sont livrées à un massacre sans précédent des défenseurs de la ville et de sa population civile.

En portant sans cesse atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan par l'emploi de la force, l'Arménie viole de façon flagrante la Charte des Nations Unies. De plus, en chassant si bien la population civile azerbaïdjanaise de sa terre d'origine qu'il ne reste plus un seul Azerbaïdjanais en Arménie ni dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan et en l'empêchant d'y retourner, elle viole également de manière flagrante les droits fondamentaux et le droit international humanitaire.

En outre, l'Arménie a adopté une attitude négative au regard du processus de paix. Au lieu de s'engager dans des négociations de bonne foi avec l'Azerbaïdjan, elle cherche à consolider le statu quo dans l'espoir de pouvoir ensuite annexer les territoires occupés. Pour ce faire, elle dépense beaucoup d'énergie à induire la communauté internationale en erreur.

En prétendant que l'Azerbaïdjan ne respecte pas les résolutions du Conseil de sécurité, le Président Sarkissian cherche une nouvelle fois à présenter une interprétation biaisée des principaux documents ayant trait au règlement du conflit. Contrairement à ce que prétend M. Sarkissian, dans ses résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993) le Conseil a réaffirmé l'intégrité territoriale de

la République d'Azerbaïdjan et sa souveraineté, y compris sur la région du Haut-Karabakh, il a reconnu l'invasion comme telle et l'a condamnée, et a exigé le retrait immédiat, total et inconditionnel des forces d'occupation arméniennes. Rappelons, à l'intention du Président arménien, que c'est son camp qui a rejeté le calendrier d'application des résolutions susmentionnées.

La déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de l'époque éclaire parfaitement le sens de ces résolutions :

La position de l'Organisation repose sur quatre principes qui ont été énoncés dans les différentes résolutions du Conseil de sécurité. Le premier principe est l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, le deuxième est l'inviolabilité des frontières internationales, le troisième est l'inadmissibilité de l'emploi de la force aux fins d'acquisition de territoire et le quatrième est le retrait immédiat et inconditionnel de toutes troupes étrangères des territoires azerbaïdjanais occupés (communiqué de presse du Secrétaire général, Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies, SG/SM/5460, 31 octobre 1994).

Non contente de saper le processus de paix, l'Arménie est active au quotidien sur le terrain. Elle a déployé une proportion considérable de ses troupes dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan pour s'en assurer le contrôle par la force; elle apporte son appui aux implantations illégales dans les territoires occupés; le patrimoine historique et culturel azerbaïdjanais est systématiquement détruit dans les territoires occupés; les biens immobiliers et autres de la population azerbaïdjanaise expulsée de force font l'objet d'expropriations illégales; des fouilles archéologiques illégales sont menées à l'appui de la thèse du « passé arménien » des territoires occupés; les territoires occupés sont représentés comme appartenant à l'Arménie sur les cartes et ainsi de suite. Par ses provocations sur la ligne de front, qui ont donné lieu à une grave escalade l'été dernier, le Gouvernement arménien s'efforce de détourner l'attention des questions essentielles du processus de paix au profit d'aspects techniques du régime de cessez-le-feu. De cette manière, il exploite le processus de paix à mauvais escient pour rendre le statu quo irréversible.

Le Gouvernement arménien prend également des mesures destinées à empêcher toute compréhension et réconciliation entre les peuples azerbaïdjanais et arméniens. Il se sert du système éducatif et des médias pour cultiver la haine et l'intolérance raciale envers les non-Arméniens. D'éminentes personnalités arméniennes, dont le Président en exercice et ses prédécesseurs, font régulièrement des déclarations incendiaires porteuses d'idées perfides telles que l'infériorité raciale des autres nations.

Les propos tenus en public en 2003 par le précédent Président arménien, Robert Kotcharian, évoquant une « incompatibilité ethnique entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais » ont suscité une indignation légitime dans la communauté internationale. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe de l'époque, Walter Schwimmer, avait alors déclaré que les propos de Kotcharian étaient ceux d'un fauteur de guerre et une manifestation de rhétorique belliqueuse et haineuse. Le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Peter Schieder, avait quant à lui déclaré que, depuis sa création, le Conseil de l'Europe n'avait jamais entendu l'expression « incompatibilité ethnique ».

Le Président Sarkissian qui, dans son discours à l'Assemblée générale, a voulu se faire passer pour un défenseur de la compréhension interculturelle, joue un rôle déterminant dans la promotion d'idées racistes. À propos de l'exode forcé des Azerbaïdjanais d'Arménie, lors d'un entretien accordé en 2000, il a déclaré en tant que Ministre de la défense que « ce qui compte, ce n'est pas le territoire mais le groupe ethnique qui reste en Arménie. À Vardenis et dans certaines régions, les Azerbaïdjanais représentaient 70 % de la population. Nos cultures ne sont pas compatibles. Nous pouvons vivre côte à côte, mais pas ensemble » [Thomas de Waal, *Black Garden: Armenia and Azerbaijan Through Peace and War*, 10<sup>th</sup> year anniversary ed. (New York, New York University Press, 2013), p. 310 (en anglais)].

Élu Président de la République d'Arménie en 2008 à l'issue d'un scrutin frauduleux, Serge Sarkissian a élevé ces idées contestables au rang d'idéologie officielle de l'État. Son parti, le Parti républicain, a fait sienne l'idéologie ethnoreligieuse de M. Njdeh, qui prône la supériorité raciale des Arméniens et qu'en Arménie même les personnes de bon sens qualifient de raciste.

Le Gouvernement arménien s'emploie à rendre la paix et la réconciliation difficiles en multipliant les agressions et en encourageant les crimes de guerre. Le Président, Serge Sarkissian, qui dirigeait les formations armées illégales mises en place par l'Arménie dans les territoires azerbaïdjanais occupés lorsqu'elles ont pris possession de la ville de Khodjali en 1992, a avoué ouvertement, en public et sans manifester le moindre remords, qu'il était responsable de l'extermination des défenseurs de la ville et de ses habitants. Ainsi, les propos tenus lors d'un entretien resté célèbre se passent d'explication : « Avant Khodjali, les Azerbaïdjanais pensaient que les Arméniens étaient incapables de s'en prendre à la population civile. Nous les avons détrompés » (ibid., p. 172).

L'Arménie vénère des criminels de guerre et des terroristes condamnés, les traite en héros et leur élève même des monuments. En outre, le Gouvernement arménien menace carrément de se livrer à d'autres attentats terroristes et agressions armées contre des zones peuplées et des infrastructures civiles vitales de l'Azerbaïdjan telles que les barrages. Le Président de l'Arménie a fait une nouvelle déclaration belliciste le 11 août 2014. Se glorifiant de la destruction de villes azerbaïdjanaises par son pays et des massacres d'Azerbaïdjanais perpétrés dans les territoires occupés, il a menacé de tirer des missiles balistiques sur l'Azerbaïdjan. Il a notamment déclaré, sans laisser de doute sur ses intentions : « Nous avons des missiles balistiques d'une portée de plus de 300 kilomètres, qui peuvent en un instant réduire en cendres n'importe quelle cité florissante et la laisser dans le même état qu'Aghdam » (déclaration en anglais du Président Sarkissian à la chaîne de télévision ArmsNews TV, disponible sur le site officiel de la présidence de la République d'Arménie à l'adresse [press-conferences/item/2014/08/11/President-Serzh-Sargsyan-interview-Armnews-Sochi/](http://press-conferences/item/2014/08/11/President-Serzh-Sargsyan-interview-Armnews-Sochi/)). Cette déclaration vient confirmer une nouvelle fois qu'Erevan reste fidèle à sa politique d'agression, de haine et d'animosité raciale.

De telles déclarations, qui émanent de responsables Arméniens de haut rang et se sont multipliées ces derniers temps, ne sont ni des accidents ni de la hâblerie. Leurs auteurs sont ceux-là même qui sont responsables des massacres brutaux perpétrés durant la guerre, qui ont fait des milliers de morts parmi les civils azerbaïdjanais, y compris des enfants, des femmes et des personnes âgées. Ils ont

quant à leurs menées un sentiment d'impunité, qui les pousse apparemment à commettre d'autres actes criminels.

Tout en continuant à nier son implication et son rôle dans le conflit, le Gouvernement arménien revendique ouvertement son droit de propriété et exerce un contrôle effectif sur la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan.

En 1989, le Soviet suprême (Parlement) de la République socialiste soviétique (RSS) d'Arménie a adopté une résolution sur l'annexion de la région autonome du Haut-Karabakh de la RSS d'Azerbaïdjan à la RSS d'Arménie. La déclaration d'indépendance de l'Arménie fait référence à ce document illégal, dont le texte lui-même a été intégré dans le cadre constitutionnel de l'Arménie.

Dans sa stratégie de sécurité nationale de 2007, l'Arménie prétend « agir en tant que garant de la sécurité du Haut-Karabakh ». Aucune explication n'est toutefois fournie quant à la manière dont ces garanties, qui concernent une partie du territoire de l'Azerbaïdjan, s'inscrivent dans le droit international.

L'entité, que l'Arménie essaie de présenter comme « la République indépendante du Haut-Karabakh », n'est rien d'autre qu'un régime d'occupation placé sous le contrôle direct du Gouvernement arménien auquel il est associé. Toutes les grandes figures du régime fantoche illégalement mis en place par l'Arménie dans la région occupée du Haut-Karabakh sont en fait des acteurs du système politique arménien. Le Président arménien en exercice (depuis 2008), Serge Sarkissian, a commencé sa carrière comme « Président » du « Comité des forces d'autodéfense » du régime séparatiste de 1989 à 1993, poste qu'il a quitté en 1993 pour devenir Ministre arménien de la défense. Son prédécesseur, Robert Kocharian, a été le premier « Président » du régime séparatiste, de 1994 à 1997. Il s'est ensuite établi en Arménie, dont il est devenu le Premier Ministre, puis le Président de 1998 à 2008. Le parcours de l'actuel Ministre arménien de la défense, Seyran Ohanyan, est également remarquable, notamment si l'on considère ses changements d'affectation réguliers entre l'Arménie et la région azerbaïdjanaise occupée du Haut-Karabakh. Ainsi, il a exercé diverses fonctions au sein des « structures de commandement militaire » dans le Haut-Karabakh de 1992 à 1998, avant d'être nommé commandant du 5<sup>e</sup> corps d'armée des forces armées arméniennes. En 1999, il a été nommé « Ministre de la défense » de ladite « République du Haut-Karabakh » (« RHK »), poste qu'il a quitté en 2007 pour devenir, dans un premier temps, Ministre délégué à la défense et chef de l'état-major général des forces armées arméniennes, puis, depuis 2008, Ministre arménien de la défense.

Les allégations du Président Sarkissian selon lesquelles l'Azerbaïdjan a imposé un blocus à son encontre sont infondées et visent à donner une représentation fautive de la situation sur le terrain. Du fait de sa politique de revendication territoriale envers presque tous ses voisins, d'expansion territoriale et d'acquisition de territoires par la force, l'Arménie porte seule la responsabilité de la situation économique désastreuse dans laquelle elle se trouve actuellement. L'isolement qu'elle s'impose elle-même eu égard aux projets économiques régionaux et la rupture des liens économiques sont le résultat direct de la politique agressive de l'Arménie et de son occupation des territoires de l'Azerbaïdjan. S'il convient de souligner que le blocus a un caractère légal dans le droit international, tel que codifié par l'Organisation des Nations Unies, le terme ne s'applique pas dans le contexte présenté par la partie arménienne. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne qualifient pas de

blocus l'interruption physique des moyens de transport et de communication dans la région, qui sont le résultat de l'agression menée par l'Arménie. Les résolutions 853 (1993) et 874 (1993) du Conseil ont établi un lien direct et la relation de réciprocité entre le rétablissement des liens économiques ainsi qu'en matière de transport et d'énergie dans la région, et le retrait immédiat, complet et inconditionnel des forces d'occupation arméniennes des territoires occupés de l'Azerbaïdjan, condition qui n'a pas encore été remplie. La partie arménienne – le Président Sarkissian lui-même – a également reconnu que le règlement du conflit est le premier pas vers la concrétisation de la coopération économique. La déclaration commune signée par les Présidents arménien, azerbaïdjanais et russe le 2 novembre 2008, au château Mayendorf (Fédération de Russie), stipule entre autres choses que les signataires « s'emploieront à améliorer la situation dans le sud du Caucase et à instaurer la stabilité et la sécurité dans la région au moyen du règlement politique du conflit du Haut-Karabakh sur la base des principes et normes du droit international et des décisions et instruments adoptés dans ce cadre, créant ainsi des conditions propices à la croissance économique et à la coopération généralisée dans la région ».

Dans son discours, le Président Sarkissian a également tenté de trouver des parallèles entre le référendum récemment organisé en Écosse et le processus de paix en vue du règlement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le vote organisé en Écosse, qui ne violait aucune loi et a eu lieu avec le consentement du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, n'a aucun point commun avec les revendications territoriales de l'Arménie, son recours à la force contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, l'occupation par la force des territoires de l'Azerbaïdjan et le nettoyage ethnique auquel elle s'est livrée à l'encontre de 1 million d'Azerbaïdjanais.

L'Arménie doit accepter le fait qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit. L'impossibilité de la solution militaire implique avant toutes choses que l'Arménie cesse d'utiliser la force militaire contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, et qu'elle rende à l'Azerbaïdjan les territoires occupés. Il faut que le Président arménien réalise que la seule manière de parvenir dès que possible à un règlement du conflit est d'entamer des négociations de bonne foi avec l'Azerbaïdjan et de retirer ses troupes des territoires azerbaïdjanais.

---